



Procès-verbal de la réunion du jeudi 25 octobre 2018.

L'an deux mille dix-huit, le jeudi 25 octobre, les membres du Conseil Communautaire légalement convoqués se sont réunis à la salle polyvalente de Serqueux, à dix-neuf heures, conformément à la convocation du 17 octobre et sous la Présidence de Monsieur Eric Picard.

Nombre de membre en exercice : 81.

Délégués présents : 56

Pouvoirs : 8

Secrétaire de séance : Isabelle Bréquigny.

Etaient présents :

Ms et Mmes : Bréquigny I. Deschamps F. Rimbert D. Denjean M. Quesney Y. Broux E. Cosquer J.L Vieubled B. Petit S. Beuvin M. Devillerval M.F. Canu J.N Patris P. Mainemarre N. Lejeune M. Godebout F. Decoudre J. Lesueur C. Bonino M. Asselin F. Guesdon D. Rouzé D. Picard E. Méry I. Delafontaine B. Pain J.L. Legendre F. Blondé J. Baguet V. Cailleux M. Buquet J. Buquet J.M. Coaillet M. Delwarde J.C. Dion O. Defromerie M. Legay P. Cumont C. Devin R. Grisel J. Duval I. Mariette P. Sagot J. Lefebvre C. Ducrocq C. Elie C. Degry D. Dupard R. Dion P. Gibaux M. Ovard B. Duflos J.Y Thillard M.B. Dumouchel J.C. Hermand T. Garcia C.

Absents excusés : Nottias B. Hagnéré C. Bourguignon F.

Excuses et pouvoirs :

- R. Décarnelle excusé, pouvoir à C. Lesueur
- L. Lemasson excusé, pouvoir à M. Lejeune
- P. Turban excusé, pouvoir à F. Legendre
- F.M Noël excusé, pouvoir à C. Ducrocq
- F. Larchevêque excusé, pouvoir à B. Delafontaine
- F. Knoops excusée, pouvoir à J. Blondé
- J. Godin excusée, pouvoir à V. Baguet
- A. Duval excusée, pouvoir à I. Méry.

M. le président, s'assure que le quorum est atteint et débute la séance en remerciant Monsieur le Maire de Serqueux pour son accueil, dans cette salle nouvellement rénovée.

M. Picard salut la présence de M. Ovard, nouvellement élu à la commune de Rouvray-Catillon.

Il poursuit l'ordre du jour par l'approbation du procès-verbal de la réunion du 27 septembre dernier, qui est adopté à la majorité par les membres présents. Une observation de M. Dumouchel, qui a voté contre la prise de compétence petite enfance par la C.C.4.R. Cette décision est donc prise à la majorité, et non pas à l'unanimité. La correction est apportée page 8 du compte-rendu du 27/09.

Présentation du rapport d'activités de Liberty Bray

M. Picard laisse la parole à Mme Elie qui présente une synthèse du rapport de Liberty pour 2017. Ce rapport dans son intégralité, est à disposition des élus qui en feront la demande.

Pour la crèche :

Elle accueille 27 enfants sur 233 jours d'ouverture, occupée à 89% par des enfants du territoire communautaire, ouverte du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 avec 2 périodes de fermeture annuelle.

En 2017, 11 agents sont employés à la crèche. 59 074 heures facturées représentant un taux d'occupation de 85%. Différentes activités pédagogiques sont organisées. Coût par heure correct puisqu'il s'élève à 6,71€, alors que le plafond défini par la CAF est de 7,28€.

Pour le centre de loisirs :

Il accueille 60 places, dont 24 places pour les moins de 6 ans. 84 jours d'ouverture (mercredis, + vacances scolaires), ouvert de 8h à 18h. 5 agents travaillent pour ce centre. 174 enfants accueillis en 2017.

30 637 heures facturées en 2017. Divers activités organisées sur toute l'année.

Coût par heure de 1,27€ en dessous du plafond, qui est de 1,80€.

Le bilan du centre et de la crèche représente un déficit pour 2017 de 18 206€, qui se justifie par un grand départ d'enfant qui ont été scolarisés.

M. Dumouchel souhaite savoir la différence entre les heures facturées et réalisées.

Mme Elie répond que le service est facturé même si l'enfant ne vient pas.

Mme Lesueur pense qu'il y a aussi une autre raison : lorsque qu'un parent souhaite mettre son enfant au centre pour une demi-journée, Liberty facture 2 jours, elle ajoute qu'il aurait été bien que Mme Elie possède cette information en tant que vice-présidente de la petite enfance.

Mme Lesueur demande si le contrat avec Liberty est relancé pour 2019.

M. Picard lui répond que le contrat d'affermage en cours s'achève en avril prochain, une procédure sera lancée pour son renouvellement, la commission devra étudier les propositions qui seront transmises en bureau avant d'être validées ou non par le conseil.

Mme Lesueur pense que l'enquête de satisfaction a été intéressante à mener sur les parents qui utilisent le service, mais pour les personnes qui n'ont pas pu bénéficier du service, elles n'ont pas pu s'exprimer.

M. Picard pense que les personnes pourraient apporter des commentaires sur le site internet de la C.C.4.R, quand il sera créé.

M. Pain demande si la suppression des ateliers correspond aux T.A.P et si on connaît la répartition du déficit.

M. Picard lui répond qu'effectivement la suppression des ateliers correspond aux T.A.P et la répartition du déficit est la suivante : crèche : - 17 818€ et centre de loisirs : -388€.

M. Dumouchel aurait souhaité avoir connaissance du compte-rendu d'exploitation (charges et produits).

M. Picard répond que le compte d'exploitation est trop lourd pour être adressé à chacun des élus, il est cependant à disposition des délégués et a été certifié par le cabinet d'expertise comptable. Il pourra être consulté à la prochaine commission.

Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service de gestion des déchets ménagers et assimilés

M. Picard laisse la parole à René Devin qui reprend la lecture du rapport 2017 du S.I.E.O.M. Ce rapport a été transmis à chacun des délégués en même temps que la convocation.

M. Cosquer demande aux élus l'objectif du remplacement du bac jaune non pucé par un bac jaune pucé.

M. Devin lui répond qu'à partir de 2019, tous les bacs jaunes non pucés ne seront plus collectés. Les mairies ont d'ailleurs été informés de cette démarche. Tous les habitants devraient être propriétaires d'un bac jaune pucé.

M. le président ajoute que cette démarche permettra d'avoir une meilleure connaissance du service, afin de maîtriser le tonnage des camions qui doivent collecter les recyclables.

M. Mariette voudrait connaître le tonnage des poubelles sauvages et le prix que cela coûte.

M. Picard lui répond que ces poubelles sont amenées par les services de la DIRNO, de la direction des routes, des communes. Elles sont pesées et facturées aux collectivités qui les ont déposées à hauteur de 86€ H.T/la tonne.

M. Mariette ajoute qu'il a appelé le SIEOM pour les prévenir de dépôt sauvage sur sa commune et le SIEOM a répondu que ce n'était pas leur problème.

M. le président demande que lui soit transmis la date de l'appel et le nom de l'interlocuteur pour pouvoir régler le problème en interne.

M. Buquet J. demande si les bacs jaunes existants seront échangés par des bacs plus grands, suite à la mise en place des nouvelles consignes de tri de janvier dernier.

M. le président répond que le SIEOM étudie actuellement ce projet et il va lancer une opération où les administrés seront interrogés sur la proposition de re-calibrer leur bac. Il convient néanmoins de faire attention aux bacs jaunes de petite taille qui ont été achetés et qui pourraient se retrouver non utilisés. Actuellement, des sacs jaunes peuvent être distribués gratuitement par le SIEOM, et être levés en complément du bac jaune.

M. Quesney demande à quoi se rapporte la population municipale et celle comptée à part page 7 du rapport.

M. le président répond qu'il s'agit des chiffres officiels transmis par l'INSEE et émanant du recensement de la population.

M. Patris pense qu'il serait souhaitable d'aider les administrés à identifier les recyclables ce qui permettrait à tout individu, même résidant hors secteur communautaire, d'identifier parfaitement, les déchets qui vont dans le bac recyclable. Les symboles n'apportent aucune explication sur les consignes de tri des recyclables.

M. Picard répond que chaque administré a reçu en début d'année les nouvelles consignes de tri mais qu'il n'est pas en rapport direct avec tous les producteurs.

M. Patris a vécu une expérience dernièrement avec des personnes, qui se sont rendues dans un hôtel à Forges et à qui on a demandé de repartir avec leurs poubelles dans le sud de la France !

M. le président informe les élus que le transport des poubelles ménagères est passible d'une amende, cela est strictement interdit.

M. Cosquer ajoute que les administrés qui sont domiciliés en résidence secondaire repartent avec leur poubelle le dimanche soir.

M. Picard répond qu'il existe des abonnements spécifiques pour les résidences secondaires et il faut que les personnes se fassent connaître auprès du SIEOM.

Validation du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés 2018-2023 (P.L.P.D.M.A).

M. le président laisse la parole à M. Devin qui reprend la présentation de ce projet :

Suite à la consultation ouverte au public de Juillet à Septembre, 4 remarques sont ressorties :

- 1) Données concernant l'hôpital local au niveau des repas impactés par le gaspillage alimentaire
- 2) Données chiffrées sur les coûts du PLPDMA (impact humain, financier, économique)
- 3) Les modalités de suivi du PLPDMA Planning réalisation des actions / an
- 4) Une remarque sur le prix de la RI et les bacs « insalubres »

Pour répondre à ces remarques :

- Rédaction du détail des données chiffrées sur les impacts du PLPDMA (impact humain, financier, éco)
- Réalisation d'une simulation des avantages humains, financiers, économiques du PLPDMA.

M. Devin précise que le service a des contacts et rendez-vous régulièrement avec l'hôpital local qui étudie la réduction de déchets dans le cadre du PLPDMA.

Des échanges pourraient avoir lieu aussi avec les cantines des établissements scolaires.

Axes retenus dans le PLPDMA :

- Etre exemplaire en matière de prévention des déchets : (axe1) Communauté de Communes
- Lutte contre le gaspillage alimentaire : (axe 2 et 4)
- Favoriser la gestion domestique des bio-déchets des ménages : (axe 5)
- Eviter la production de déchets verts : (axe 5)
- Augmenter la durée de vie des produits (axe 6) : réemployer, donner, réparer, réutiliser, promouvoir des dispositifs et réseaux.

M. le président ajoute que les collectivités ont un rôle important en matière de réduction des déchets, comme le papier par exemple, le remplacement des essuie-mains papier par du tissu... certains territoires ont travaillé sur de nouvelles mesures.

M. Pain demande comment lutter contre le gaspillage dans les cantines, alors qu'il y a un grammage prévu par enfant et par repas.

M. Picard répond qu'il faut travailler avec les prestataires, les cantines, pour peut-être diminuer les portions et réduire ainsi le gaspillage.

M. Beuvin ajoute que le SIVOS dont il est président est revenu à la cuisine traditionnelle avec des circuits courts et des aliments de qualité, où le gaspillage est désormais limité.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- Adopte le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (P.L.P.D.M.A)
- Décide mettre en œuvre du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés.

Délibération pour entériner le choix de la C.A.O pour l'achat de deux tractopelles.

La commission d'appel d'offres s'est réunie dernièrement pour choisir l'entreprise retenue pour l'achat de deux tractopelles. Une seule entreprise a répondu à la consultation : l'Entreprise REGIS BTP pour un montant de 79 000 € H.T l'unité y compris un rouleau compacteur.

Le rouleau ne démontrant pas l'intérêt économique attendu par rapport au tassement des matériaux dans les bennes, la Commission d'Appel d'Offres a décidé de l'acquisition de 2 tractopelles sans rouleau compacteur, au prix de 72 530 € H.T l'unité x 2 soit un total de 145 060 € HT = 174 072 € TTC.

M. Pain demande si ce matériel est neuf et constate que le prix se situe au-dessus de la prévision.

M. Devin répond que c'est du matériel neuf, et que le montant est supérieur à cause de l'équipement supplémentaire demandé : le changement de la tête du chargeur.

Le conseil communautaire délibère, à l'unanimité, pour entériner le choix de la commission d'appel d'offres.

Délibération pour entériner le choix de la C.A.O pour la maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement de la déchetterie de Serqueux.

Suite à la consultation engagée pour recruter un maître d'œuvre pour les travaux d'aménagement de la déchetterie de Serqueux, 3 entreprises ont remis une offre :

- ARTEMIS basée à HALLOY (60)
- ARTECH ARCHITECTURE basée à Bois Guillaume (76)
- ANTEA France basée à Bihorel (76)

Les membres de la C.A.O ont pris connaissance du rapport d'analyse des offres et procédé au classement des offres conformément aux critères de jugements définis dans les documents de la consultation.

Montant prévisionnel des travaux : 500 000 € H.T.

Le classement des offres réalisé par la commission d'appel d'offres est le suivant :

- *offre présentée par ANTEA GROUP*

- elle s'élève à la somme de 33 200 € HT soit 6,64% du montant des travaux H.T
- elle a été classée en 1^{ère} position avec une note globale de 90 points

- *offre présentée par ARTEMIS*

- elle s'élève à la somme de 22 500 € HT soit 4,5 % du montant des travaux H.T
- elle a été classée en 2^{ème} position avec une note globale de 81,25 points

- *offre présentée par ARTECH ARCHITECTURE*

- elle s'élève à la somme de 38 000 € HT soit 7,6 % du montant des travaux H.T
- elle a été classée en 3^{ème} position avec une note globale de 53,75 points

M. Devin précise que la société Artemis a peu d'expérience en aménagement de déchetterie.

La Commission d'appel d'offres, après avoir délibéré, et au vu des éléments techniques et financiers contenus dans le rapport d'analyse, a considéré que l'offre de la société ANTEA GROUP répondait le mieux aux critères de jugement fixés dans les documents de la consultation. Cette offre s'élève à la somme globale de 33 200 € HT soit 39 840 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide à l'unanimité de retenir l'entreprise Antéa.

Délibération pour le mandatement à la ville de Forges de la subvention du festival des marionnettes.

M. le président expose que lors du conseil communautaire du 28 juin dernier, une délibération a été prise pour le mandatement d'une subvention de 2000€ pour l'association qui organise le festival des marionnettes à Forges. Hors, ce n'est pas une association qui gère ce festival, mais la ville de Forges les Eaux.

Le trésorier a donc refusé le mandatement puisque la délibération concernait une association qui n'existe pas. Il convient donc de délibérer pour attribuer cette subvention de 2000€ à la ville de Forges.

Le conseil délibère à l'unanimité.

Délibération pour le mandat de gestion pour préparer le transfert du SSIAD à la Croix Rouge sur une période d'un an.

Conformément aux informations précédemment fournies, l'ARS a fortement incité la collectivité à se rapprocher de la Croix Rouge Française afin d'étudier la reprise des activités du SSIAD de Forges les Eaux par cette association, qui gère déjà un certain nombre de structures similaires en Normandie.

La Direction de la Croix Rouge a souhaité, avant de se prononcer sur une reprise directe, qu'un mandat de gestion soit signé pour 1 an (du 1^{er} novembre 2018 au 31 octobre 2019). Ce mandat de gestion a pour finalité un retour à l'équilibre du volet soins infirmiers, une étude des procédures et du territoire, et une mutualisation des coûts entre les structures environnantes.

Le coût afférent à ce mandat est estimé par la Croix Rouge à 30 000 € (frais de personnel de direction, déplacement, temps de travail supplémentaire).

L'ARS Normandie a indiqué par mail le 11/10/2018 (confirmation courrier attendue) que ce montant serait entièrement financé et payé directement à la Croix Rouge.

Mme Lesueur demande : en clair l'ARS ne veut plus prendre en charge le déficit du SSIAD mais accepte de régler 30 000€ pour le transfert de gestion.

M. Picard répond que l'ARS soutient financièrement le SSIAD, mais elle demande d'étudier la gestion de ce service différemment. Du point de vue de l'ARS, la CC4R, n'est pas équipée pour revenir à l'équilibre, il faut donc aujourd'hui changer de méthode pour revenir à l'équilibre financier de ce service.

Donc 2 solutions s'imposent :

- Le recrutement d'une direction de service pour le SSIAD,
- Ou le transfert à la croix rouge pour mutualiser le service avec des professionnels présents sur le territoire.

Aucune dépense ne sera supportée par la CC4R, c'est l'ARS qui versera directement à la croix rouge.

M. Pain demande ce qui se passera dans un an si la croix rouge s'aperçoit que ça ne fonctionne pas.

M. Picard répond que la croix rouge sait que ça fonctionnera puisque ce service fonctionne bien ailleurs et que les comptes sont équilibrés.

Mme Bonino demande que devient le déficit.

M. le président répond qu'il n'y aura plus de déficit, qu'actuellement il y a un temps plein surévalué dans ce service qui comporte 12 équivalents temps plein et qu'il pourrait fonctionner avec seulement 9.

Le conseil communautaire délibère, à l'unanimité, pour autoriser le président à signer ce mandat de gestion.

Désignation d'un délégué pour siéger à la C.D.A.C en Préfecture

La commission départementale d'aménagement commerciale (C.D.A.C) se réunit le 22 novembre prochain, afin d'examiner une demande d'autorisation de la création d'un magasin L'idl à Gournay-en-Bray. Le décret du 12/02/2018 précise que lorsqu'un élu détient plusieurs mandats, il ne peut siéger qu'au titre d'un seul mandat. C'est le cas de M. Picard ne peut assister à cette commission en tant que président de la C.C.4.R puisqu'il y siège déjà en tant que Maire de Gournay-en-Bray.

M. Picard propose à M. Lejeune de le représenter à la C.C.4.R lors de cette commission, en tant que vice-président de l'activité économique et commerciale.

M. Lejeune accepte et le conseil émet un avis favorable à l'unanimité pour cette désignation.

Validation des offres retenues pour contracter des emprunts :

M. Picard laisse la parole à M. Legay qui rappelle les besoins de financements prévus au budget 2018. Une consultation a été ouverte début juillet auprès de 3 banques :

- La caisse d'épargne
- La banque postale
- Le crédit agricole.

La mise en concurrence est décomposée comme suit :

BUDGET	OPERATION	MONTANT OPERATION	TOTAL EMPRUNTS
Général	PEM	350 000,00 €	350 000,00 €
	MM La Feuillie	140 000,00 €	140 000,00 €
ZAC Gaillefontaine		100 115,00 €	100 115,00 €

ZAC La Feuillie		275 000,00 €	273 093,00 €
SIEOM	Agrandissement Locaux	500 000,00 €	1 000 000,00 €
	Déchetterie	500 000,00 €	
		Total :	1 863 208 €

Les trois organismes ont remis des offres. L'offre de la caisse d'épargne est élevée, par contre, les deux autres offres ont été négociées et la commission des finances s'est réunie le 16 octobre pour analyser et émettre un avis.

M. Legay propose aux élus de ne pas donner suite à l'emprunt pour la ZAC de Gaillefontaine, puisqu'aucun travaux ne sont prévus.

Il propose aux délégués de délibérer pour retenir la banque postale pour les 4 emprunts :

- P.E.M : 350 000€
- Maison médicale de la Feuillie : 140 000€
- ZAC de la Feuillie : 273 093€
- SIEOM : 1 000 000€

	Banque Postale
DUREE	15 ANS
TAUX	1,45%
TOTAL EMPRUNT	1 763 093,00 €
TOTAL COUT INTERETS	186 144,47 €
TOTAL COUT EMPRUNT	1 949 237,47 €
TOTAL COMMISSION 0.10 %	1 753.59 €
TOTAL GENERAL	1 951 186,71 €

Le conseil délibère à l'unanimité, et autorise le président à signer les 4 contrats de prêt avec la banque postale.

Délibération pour fixer la participation fiscalisée GEMAPI 2019.

La communauté de commune doit fixer par délibération l'enveloppe financière à partir de laquelle sera calculée, par les services des finances publiques, la taxe GEMAPI pour l'année 2019.

Le calendrier budgétaire imposant une délibération précoce et sans prescriptions des syndicats pour les budgets 2019.

M. le président propose aux élus de rester prudent et de délibérer sur une enveloppe fiscalisable de 140 000 €, ce qui représente environ 15% de plus que 2018.

M. Picard ajoute que les divers contacts qui ont pu avoir lieu avec les syndicats ont fait apparaître que pour certains d'entre eux, il y aura des augmentations sur notamment le bassin de l'Arques où il y a une forte opposition du côté de la région Dieppoise qui soutient que la solidarité rurale du bassin versant doit s'opérer.

M. Grisel est inquiet pour 2019, car les fonds de 2018 ont été perçus tardivement par les syndicats qui ont dû retarder leurs travaux.

M. le président évoque le principe d'un paiement en plusieurs fois avec des versements d'acompte de manière à ne pas pénaliser la trésorerie de la C.C.4.R

M. Dion demande pour le syndicat de l'Epte, si la participation a été versée puisqu'il n'existe pas encore.

M. le président lui répond que la participation a été versée au syndicat primaire.

M. Pain souhaite connaître la participation fiscale attendue en 2018.

M. Picard lui répond que cette participation s'élève à 121 000€ mais n'a pas encore été perçue. Il ajoute qu'il a écrit à la Préfète de Région, à ce sujet, qui cherche toujours une solution. Un second rôle fiscal ne pourra être émis, et par conséquent, la participation ne pourra être que financière, sous forme de dotation peut-être pour compenser la recette.

Le conseil communautaire délibère, à l'unanimité, pour fixer l'enveloppe fiscalisable à 140 000€ pour 2019.

Informations et questions diverses

M. le président informe les élus que le prochain conseil se déroulera à Grumesnil, à 19h, le jeudi 22 novembre.

Mme Lesueur demande quand Maeva Young qui travaille pour le R.A.M.I, sera présentée aux élus.

M. Picard lui répond qu'elle sera présentée probablement au conseil du 22 novembre.

M. Cosquer indique qu'il a reçu un courrier du département précisant que la C.C.4.R aurait pris la compétence des C.I.A.S (centre intercommunal d'action sociale), pour la participation du fonds d'aide aux jeunes.

M. le président lui répond qu'il s'agit certainement d'une erreur puisque la Com-Com n'a pas pris cette compétence, et invite M. Cosquer à lui transmettre copie du courrier.

Mme Legendre demande le suivi du dossier de l'entretien des stades.

M. le président répond que la réunion a eu lieu avec les maires concernés, mais la finalité de ce dossier sera transmise aux élus lorsque les sujets ont été abordés dans d'autre instance. Tant que les communes n'ont pas avancé sur ce sujet, la Com-Com ne peut pas statuer. Il ajoute que ce sujet sera réglé avant la fin de l'année.

Mme Lesueur demande si les statuts ont été validés et retournés par la Sous-Préfecture.

M. le président lui répond que les statuts ont été retournés et adressés aux communes membres qui doivent délibérer avant le 31 décembre prochain.

Mme Lesueur demande que devient l'agent en poste sur le dispositif jeunesse puisque la C.C.4.R n'a pas pris la compétence.

M. Picard lui demande de quel agent il s'agit

Mme Lesueur lui répond que sa demande porte sur l'agent, M. Ancelin.

M. le président lui répond qu'il n'est pas embauché sur la compétence jeunesse mais sur l'activité du dispositif « place aux jeunes » en partenariat signé avec l'ACSAD dont l'association CARMA est membre. La C.C.4.R travaille avec un emploi aidé mis à disposition de CARMA pour l'action « place aux jeunes » qui va s'achever début novembre et le contrat de cet agent arrive à terme.

M. Dumouchel aimerait connaître le coût des compétences optionnelles prises par la C.C.4.R

M. Picard lui répond que tout cela va être affiné. Le calendrier budgétaire va être anticipé de manière à débattre sur ces modalités financières rapidement. Le débat d'orientation budgétaire interviendra probablement sur décembre/janvier.

M. le président souhaite finaliser la réunion en partageant avec les élus, une réflexion sur la compensation de taxe professionnelle. Dotation qui lui a été notifiée début octobre par les services de l'état avec une diminution de 18 000€ par rapport au montant annoncé par la loi de finances.

M. Lejeune indique qu'il y a une baisse globale de 15% de l'enveloppe de cette dotation de compensation qui se répartie sur toutes les communes. Il ajoute que l'état indique que c'est une tolérance qui arrive à la fin d'un système qui à l'avenir, sera appelé à disparaître.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h00.